

**Art. 3.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 janvier 1999 instaurant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre est complété par l'alinéa suivant :

« Cependant, le ministre qui a la compétence des victimes de la guerre dans ses attributions statue, en dernier ressort, sur les demandes introduites en vertu de la présente loi en reconnaissance des statuts visés à l'article 3, 3°, 4°, 5°, 7°, 8°, 12°, 13°, 16° et 17° et aux articles 6 et 7, sur base d'un dossier instruit, d'une part, par le service des victimes de la guerre en ce qui concerne les statuts civils et, d'autre part, l'office central de la matricule en ce qui concerne les statuts militaires. En cas de rejet de la demande, la décision est motivée. »

**Art. 4.** La présente loi est applicable aux procédures en cours, ou qui seraient introduites ultérieurement, à l'exception des procédures d'appel déjà introduites au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

(1) *Session 2000-2001 :*

*Chambre des Représentants :*

*Document parlementaires.* — Propositions de loi, n° 1158/1. — Amendements, n° 1158/2. — Rapport, n° 1158/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption : séance du 29 mars 2001.

*Sénat.*

*Documents parlementaires.* — Projet de loi transmis par la Chambre, n° 713/1.

Projet non évoqué par le Sénat, n° 713/2.

**Art. 3.** Artikel 2, § 1 van de wet van 26 januari 1999 houdende nieuwe maatregelen ten voordelen van de oorlogsslachtoffers wordt aangevuld met het volgende lid :

« De minister tot wiens bevoegdheid de oorlogsslachtoffers behoren, kan evenwel in laatste aanleg uitspraak doen over de krachtens deze wet ingediende aanvragen tot erkenning van de statuten als bedoeld in artikel 3, 3°, 4°, 5°, 7°, 8°, 12°, 13°, 16° en 17°, en in de artikelen 6 en 7, op grond van een dossier dat enerzijds, wat de burgerlijke statuten betreft, werd behandeld door de dienst van de oorlogsslachtoffers en anderzijds, wat de militaire statuten betreft, door de centrale dienst van de naamrol. Wordt de aanvraag afgewezen, dan dient die beslissing met redenen te worden omkleed. »

**Art. 4.** Deze wet is van toepassing op de aan de gang zijnde of nog in te leiden procedures, met uitzondering van de beroepsprocedures die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet waren ingediend.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

(1) *Zitting 2000-2001 :*

*Kamer van Volksvertegenwoordigers :*

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsvoorstel, nr. 1158/1. — Amendementen, nr. 1158/2. — Verslag, nr. 1158/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming : Vergadering van 29 maart 2001.

*Senaat.*

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer, nr. 713/1.

Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 713/2.

#### MINISTERE DES FINANCES

F. 2001 — 1751

[C — 2001/03328]

**21 JUNI 2001.** — **Loi visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'Etat et les modalités des datations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Cette loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 83-3 du Code des droits de succession, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 83-3. - Tout héritier, légataire ou donataire peut, s'il a sur le plan civil la capacité requise à cet effet, demander d'acquitter tout ou partie des droits, exigibles du chef d'une succession, au moyen de la datation en paiement d'œuvres d'art, qui, sur avis conforme de la commission spéciale visée à l'article 83-4, sont reconnues par le ministre des Finances comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale.

Pour pouvoir être offertes en paiement, les œuvres d'art doivent dépendre pour la totalité de la succession ou appartenir pour la totalité au jour du décès au défunt et/ou à son conjoint survivant ou aux héritiers, légataires ou donataires.

Ce mode exceptionnel de paiement est subordonné à l'acceptation de l'offre par le Ministre des Finances.

#### MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 2001 — 1751

[C — 2001/03328]

**21 JUNI 2001.** — **Wet tot wijziging van de gevolgen voor de inkomstenbelastingen van schenkingen aan de Staat en tot wijziging van de regeling voor de afgifte van kunstwerken ter betaling van successierechten (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 83-3 van het Wetboek der successierechten, ingevoegd bij de wet van 1 augustus 1985, wordt vervangen als volgt :

« Art. 83-3. - Iedere erfgenaam, legetaris of begiftigde kan, mits hij daartoe civielrechtelijk bevoegd is, verzoeken de uit hoofde van een nalatenschap invorderbare rechten geheel of ten dele te voldoen door de afgifte van kunstwerken waarvan de minister van Financiën, op eensluidend advies van de in artikel 83-4 bedoelde bijzondere commissie, erkent dat zij tot het roerend cultureel erfgoed van het land behoren of dat zij internationale faam genieten.

Om ter betaling te kunnen worden aangeboden, moeten de kunstwerken in hun geheel deel uitmaken van de nalatenschap of op de dag van het overlijden in hun geheel toebehoren aan de overledene en/of aan zijn overlevende echtgenoot of aan de erfgenamen, legatarissen of begiftigden.

Deze uitzonderlijke betalingswijze is afhankelijk van de aanvaarding van het aanbod door de Minister van Financiën.

Les œuvres d'art offertes en paiement, qu'elles fassent partie ou non de la succession, sont évaluées par la commission spéciale visée à l'article 83-4 et sont considérées comme étant offertes pour la valeur fixée par l'évaluation préalable. Si l'œuvre d'art fait partie de la succession, la valeur fixée par cette évaluation préalable sera en outre prise en compte pour la perception du droit de succession. Les frais de cette évaluation sont avancés par les demandeurs. Ils sont supportés par l'Etat lorsque le Ministre des Finances accepte tout ou partie de la dation en paiement.

Les héritiers, légataires ou donataires introduisent la demande d'évaluation par lettre recommandée à la poste envoyée au président de la commission spéciale visée à l'article 83-4. Cette demande est dénoncée au même moment, par lettre recommandée à la poste, au receveur du bureau où la déclaration doit être déposée.

La preuve que les biens offerts en paiement dépendent pour la totalité de la succession ou appartiennent pour la totalité au défunt et/ou à son conjoint survivant ou aux héritiers, légataires ou donataires, peut être faite par toutes voies de droit, témoignages et présomptions compris, mais à l'exception du serment.

Des règles complémentaires relatives à la dation en paiement sont fixées par arrêté royal. »

**Art. 3.** Un article 83-4, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 83-4. - La commission spéciale dont question à l'article 83-3 a pour mission de donner au Ministre des Finances un avis contraignant sur :

1° la question de savoir si les œuvres d'art offertes en paiement appartiennent au patrimoine culturel mobilier du pays ou sont de renommée internationale;

2° la recevabilité de l'offre de dation en paiement;

3° la valeur en argent des œuvres d'art offertes.

La commission spéciale est composée de :

1° trois fonctionnaires du Ministère des Finances;

2° trois membres présentés par les gouvernements de communautés;

3° quatre membres, représentant respectivement les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, les Musées royaux d'Art et d'Histoire, l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique et le Musée royal de l'Afrique centrale, proposés par le Conseil scientifique de chacune de ces quatre institutions scientifiques.

Les membres de la commission spéciale sont nommés par le Ministre des Finances.

Le ministre des Finances détermine le mode d'organisation et de fonctionnement de la commission spéciale. »

**Art. 4.** L'article 104, 5°, b), du Code des impôts sur les revenus 1992 est remplacé par la disposition suivante :

« b) soit sous la forme d'œuvres d'art que le Ministre des Finances reconnaît, conformément à l'article 111, comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale. »

**Art. 5.** L'article 111 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 111.- Le Ministre des Finances reconnaît comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale les œuvres visées à l'article 104, 5°, b) et fixe leur valeur en argent. La déduction est accordée à concurrence de la valeur en argent fixée de cette manière.

La commission spéciale visée à l'article 83-4 du Code des droits de succession donne au Ministre des Finances un avis contraignant sur :

1° la question de savoir si les œuvres d'art offertes appartiennent au patrimoine culturel mobilier du pays ou sont de renommée internationale :

2° la recevabilité de la donation;

3° la valeur en argent de l'œuvre d'art offerte.

Les frais de l'évaluation sont avancés par le contribuable.

De ter betaling aangeboden kunstwerken worden, ongeacht of zij al dan niet deel uitmaken van de nalatenschap, geschat door de in artikel 83-4 bedoelde bijzondere commissie en worden geacht te worden aangeboden tegen de waarde die bij de voorafgaande schatting werd vastgesteld. Maakt het kunstwerk deel uit van de nalatenschap, dan wordt de waarde die is vastgesteld bij deze voorafgaande schatting daarenboven in aanmerking genomen voor de heffing van de successierechten. De kosten verbonden aan deze schatting worden voorgeschoten door de verzoekers. Ze worden door de Staat gedragen wanneer de Minister van Financiën de inbetalinggeving geheel of ten dele aanvaardt.

De erfgenamen, legatarissen of begiftigden dienen de schattingsaanvraag in bij een ter post aangetekende brief bij de voorzitter van de in artikel 83-4 bedoelde bijzondere commissie. Deze aanvraag wordt terzelfder tijd bij een ter post aangetekende brief betekend aan de ontvanger van het bureau waar de aangifte moet worden ingediend.

Het bewijs dat de ter betaling aangeboden goederen in hun geheel tot de nalatenschap behoren of in hun geheel toebehoren aan de overledene en/of zijn overlevende echtgenoot of aan de erfgenamen, legatarissen of begiftigden, kan worden geleverd door alle wettelijke middelen, met inbegrip van getuigenissen en vermoedens, maar met uitsluiting van de eed.

Aanvullende regels betreffende de inbetalinggeving worden vastgelegd bij koninklijk besluit. »

**Art. 3.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 83-4 ingevoegd, luidende :

« Art. 83-4. - De in artikel 83-3 bedoelde bijzondere commissie heeft tot taak de Minister van Financiën een bindend advies te geven over :

1° de vraag of de ter betaling aangeboden kunstwerken tot het roerend cultureel erfgoed van het land behoren of internationaal befaamd zijn;

2° de ontvankelijkheid van het aanbod tot inbetalinggeving;

3° de geldwaarde van de aangeboden kunstwerken.

De bijzondere commissie is samengesteld uit :

1° drie ambtenaren van het Ministerie van Financiën;

2° drie leden voorgedragen door de gemeenschapsregeringen;

3° vier leden, respectievelijk vertegenwoordigers van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België, de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen en het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika, voorgedragen door de Wetenschappelijke Raad van ieder van die vier federale wetenschappelijke instellingen.

De leden van de bijzondere commissie worden door de Minister van Financiën benoemd.

De organisatie en de werkwijze van de bijzondere commissie worden door de Minister van Financiën vastgesteld. »

**Art. 4.** Artikel 104, 5°, b), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt vervangen als volgt :

« b) ofwel in de vorm van kunstwerken waarvan de minster van Financiën overeenkomstig artikel 111 erkent dat zij behoren tot het roerend cultureel erfgoed van het land of dat zij internationale faam genieten. »

**Art. 5.** Artikel 111 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 111.- De Minister van Financiën erkent dat de kunstwerken bedoeld in artikel 104, 5°, b), behoren tot het roerend cultureel erfgoed van het land of dat zij internationale faam genieten en stelt hun geldwaarde vast. De aftrek wordt verleend tot de aldus vastgestelde geldwaarde.

De bijzondere commissie bedoeld in artikel 83-4 van het Wetboek der successierechten geeft de Minister van Financiën een bindend advies over :

1° de vraag of de aangeboden kunstwerken tot het roerend cultureel erfgoed van het land behoren of internationale faam genieten;

2° de ontvankelijkheid van de schenking;

3° de geldwaarde van het aangeboden kunstwerk.

De kosten van de schatting worden voorgeschoten door de belastingplichtige.

La reconnaissance par le Ministre des Finances et la valeur fixée en argent, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont valables pour une période de six mois prenant cours à partir de la notification, par lettre recommandée à la poste, au contribuable de cette reconnaissance et de cette valeur en argent.

Les frais de l'évaluation de l'œuvre d'art sont remboursés au contribuable dès lors que celui-ci a apporté la preuve que la donation a été effectuée dans le délai imparti fixé à l'alinéa précédent.

Le Roi définit les modalités de l'avance et du remboursement des frais d'évaluation. »

**Art. 6.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Notes

(1) Références parlementaires :

Sénat :

**2-75 - SE 1999 :**

N° 1 : Proposition de loi de M. Monfils et consorts.

**2-75 - 2000/2001 :**

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte adopté par la commission.

N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants.

**2-75 - 2000/2001 :**

N° 6 : Projet amendé par la Chambre des représentants.

N° 7 : Rapport.

N° 8 : Décision de se rallier au projet amendé par la Chambre des représentants.

*Annales du Sénat* : 15 février 2001 et 31 mai 2001.

*Chambre des représentants* :

**50-1110 - 2000/2001 :**

N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

N<sup>os</sup> 2 et 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat.

*Compte rendu intégral* : 17 mai 2001.

De erkenning door de Minister van Financiën en de vastgestelde geldwaarde bedoeld in het eerste lid, gelden voor een termijn van zes maanden vanaf de kennisgeving van die erkenning en die geldwaarde, bij een ter post aangetekende brief, aan de belastingplichtige.

De kosten van de schatting van het kunstwerk worden aan de belastingplichtige terugbetaald zodra hij het bewijs heeft geleverd dat de schenking binnen de in het voorgaande lid gestelde termijn is verricht.

De Koning stelt de nadere regels vast betreffende het voorschot en de terugbetaling van de schattingskosten. »

**Art. 6.** De Koning bepaalt voor elk artikel van deze wet de datum waarop het in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) Parlementaire verwijzingen :

Senaat :

**2-75 - BZ 1999 :**

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Monfils c.s.

**2-75 - 2000/2001 :**

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

**2-75 - 2000/2001 :**

Nr. 6 : Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 7 : Verslag.

Nr. 8 : Beslissing om in te stemmen met het door de Kamer van volksvertegenwoordigers geamendeerde ontwerp.

*Handelingen van de Senaat* : 15 februari 2001 en 31 mei 2001.

*Kamer van volksvertegenwoordigers* :

**50-1110 - 2000/2001 :**

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden naar de Senaat.

*Integraal Verslag* : 17 mei 2001.

F. 2001 — 1752

[S - C - 2001/03300]

**13 JUNI 2001. — Arrêté royal  
portant création d'une Commission d'avis  
concernant la consolidation stratégique de Belgacom**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu les lois du Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989, du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de constituer le plus rapidement possible la Commission d'avis concernant la consolidation stratégique de Belgacom, pour préparer les décisions sur cette transaction;

N. 2001 — 1752

[S - C - 2001/03300]

**13 JUNI 2001. — Koninklijk besluit houdende oprichting van een  
Adviescommissie betreffende de strategische consolidatie van  
Belgacom**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de Adviescommissie betreffende de strategische consolidatie van Belgacom, zo snel mogelijk moet worden opgericht, teneinde de beslissingen betreffende deze transactie voor te bereiden;